

14 octobre 2020

(20-7085)

Page: 1/3

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires  
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5,  
DE L'ARTICLE 32.6 ET DE L'ARTICLE 12:6 DES ACCORDS**

BRÉSIL

*Supplément*

La notification ci-après, datée du 14 octobre 2020, est distribuée à la demande de la délégation du Brésil.

---

**INSTRUCTION NORMATIVE DATÉE DU 14 AOÛT 2020**

qui prévoit les adaptations nécessaires, compte tenu de la nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19), à la réalisation des enquêtes en matière de défense commerciale et des évaluations de l'intérêt public menées par le Sous-Secrétariat à la défense commerciale et à l'intérêt public.

**LE SECRÉTAIRE AU COMMERCE EXTÉRIEUR RELEVANT DU SECRÉTARIAT SPÉCIAL AU COMMERCE EXTÉRIEUR ET AUX AFFAIRES INTERNATIONALES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE**, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 91, alinéa VIII, de l'annexe I du Décret n° 9745, daté du 8 avril 2019,

Considérant qu'il est de notoriété publique que, le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que la situation causée par le nouveau coronavirus (COVID-19) constituait une urgence de santé publique de portée mondiale,

Considérant qu'au Brésil, cette situation a donné lieu non seulement à une déclaration d'urgence publique d'importance nationale (Ordonnance n° 188 du Ministère de la santé, datée du 3 février 2020), mais aussi à une déclaration de calamité publique découlant de la pandémie de COVID-19 (Décret législatif n° 6, daté du 20 mars 2020, répondant à la demande du Président de la République transmise dans le Message n° 93 du 18 mars 2020), ainsi qu'à la déclaration de transmission communautaire du coronavirus dans l'ensemble du pays (Ordonnance n° 454 du Ministère de la santé, datée du 20 mars 2020),

Considérant que l'apparition de la pandémie de COVID-19 représente une situation inattendue absolument imprévisible ayant de graves conséquences, ainsi qu'un cas évident de force majeure,

Considérant que, au vu des effets de la pandémie et des mesures prises pour y remédier, de nombreux pays ont restreint l'accès des citoyens étrangers à leur territoire, afin d'éviter la propagation du virus, et adopté des mesures d'isolement ou de quarantaine, et que des compagnies aériennes ont annoncé la suspension des vols internationaux, freinant ainsi la mobilité des personnes,

Considérant que les mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont eu des répercussions sur certains aspects des affaires de défense commerciale et d'intérêt public menées

par le Brésil, en particulier les vérifications sur place et les procédures et délais fixés dans le cadre de ces procédures administratives,

Considérant que, aux termes de l'article 52 associé aux articles 175 à 178 du Décret n° 8058 du 26 juillet 2013, l'autorité chargée de l'enquête s'efforcera, au cours des enquêtes, de vérifier l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées par le biais de procédures de vérification sur place,

Considérant la nécessité d'assurer la transparence en ce qui concerne les ajustements qui seront apportés aux procédures relatives aux enquêtes en matière de défense commerciale et aux évaluations d'intérêt public menées par le Brésil, et qui continueront d'être appliqués tant que dureront les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19,

#### **INFORME DE CE QUI SUIT:**

Article 1. En raison de la pandémie de COVID-19 et des mesures prises pour lutter contre celle-ci, le Sous-Secrétariat à la défense commerciale et à l'intérêt public (SDCOM) du Secrétariat au commerce extérieur du Ministère de l'économie a dû suspendre, pour une durée indéterminée, la réalisation des vérifications sur place.

Article 2. Au vu du maintien de l'impossibilité de mener des procédures de vérification sur place, le SDCOM se contentera, exceptionnellement, de procéder à l'analyse détaillée de l'ensemble des renseignements fournis par les parties intéressées dans le cadre des enquêtes de défense commerciale et des évaluations d'intérêt public, en s'efforçant de vérifier leur exactitude grâce à un examen comparé des renseignements fournis par chaque partie intéressée et des données communiquées par d'autres parties, ainsi que des renseignements issus d'autres sources et mis à la disposition du Sous-Secrétariat, si possible et s'il y a lieu.

Article 3. À ces fins, le SDCOM pourra demander des renseignements en complément de ceux mentionnés aux articles 41.2 et 50.2 du Décret 8058 de 2013. En outre, aux termes de l'article 179 du Décret en question, il peut demander des éléments de preuve, tels que des exemples d'opérations figurant dans les questions et les réponses aux questionnaires et le détail de dépenses spécifiques, afin que les renseignements présentés par les parties intéressées puissent être validés.

Article 4. Comme à l'accoutumée, il est fondamental que les parties intéressées présentent leurs renseignements de la manière la plus complète, claire et précise, en respectant toutes les conditions et exigences en matière de données qui figurent dans les questionnaires et autres avis envoyés par le SDCOM. Par ailleurs, comme cela est généralement exigé, il est essentiel que les renseignements fournis par les parties intéressées soient accompagnés des preuves, justifications, sources et méthodologies utilisées correspondantes. Il est également recommandé que les feuilles de calcul et documents auxiliaires utilisés pour l'élaboration de ces renseignements soient aussi présentés au SDCOM.

Article 5. Si le SDCOM constate que les renseignements présentés par les requérants doivent être complétés, corrigés ou sensiblement ajustés, les demandes correspondantes peuvent être refusées, conformément à l'article 42, paragraphe 2, du Décret n° 8058 de 2013. De même, s'il considère que les données et renseignements présentés par le requérant ne permettent pas de confirmer l'existence d'un dommage à la branche de production nationale causé par des pratiques commerciales déloyales, la procédure administrative correspondante sera close, en accord avec l'article 74, alinéa I, du Décret mentionné.

Article 6. Si le SDCOM constate que d'autres parties intéressées ont refusé l'accès à des renseignements nécessaires, ne les ont pas fournis en temps voulu, ont créé des obstacles à la réalisation de l'enquête ou n'ont pas présenté les données et renseignements demandés par le Sous-Secrétariat dûment accompagnés de leurs éléments de preuve respectifs, il peut fonder ses déterminations, totalement ou en partie, sur les meilleurs renseignements dont il dispose, conformément aux articles 179 à 184 du Décret n° 8058 de 2013.

Article 7. Compte tenu des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et de l'impossibilité de réaliser des vérifications sur place, ainsi que du fait que l'apparition de la pandémie de COVID-19 représente une situation inattendue absolument imprévisible ayant de graves

conséquences, ainsi qu'un cas évident de force majeure, les délais fixés aux termes du Décret n° 8058 de 2013 peuvent être suspendus, conformément à l'article 67 de la Loi n° 9784 du 29 janvier 1999, afin de faire en sorte qu'une période convenable soit ménagée pour la collecte et l'analyse des renseignements nécessaires aux déterminations du SDCOM.

Article 8. L'éventuelle suspension des délais sera utilisée avec parcimonie, en tenant compte des nécessités de chaque procédure administrative ainsi que des principes constitutionnels liés au caractère raisonnable et à l'efficacité.

Article 9. Les changements temporaires liés aux procédures figurant dans le présent document s'appliqueront, autant que possible, aux évaluations d'intérêt public ainsi qu'aux enquêtes en matière de subventions et de sauvegardes globales et bilatérales menées par le Brésil.

LUCAS FERRAZ  
Secrétaire au commerce extérieur

---